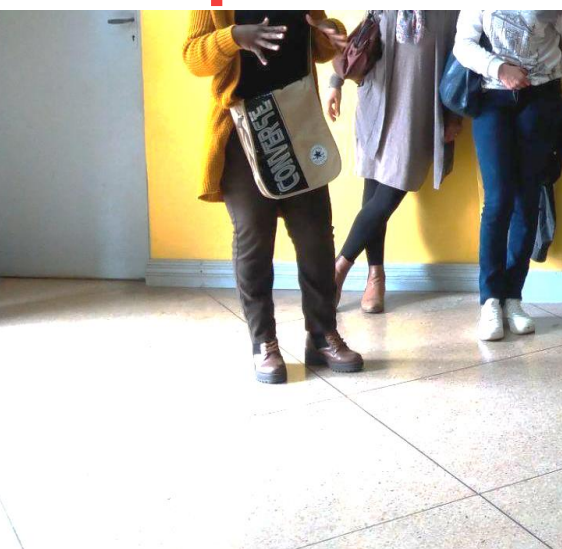


Fil d'actu RAEMH

Septembre 2021



01 Tendances sur les routes 1

Afrique de l'Ouest 1

Afrique du Nord 2

Europe 2

02 Gestion des frontières 3

Surveillance 3

Expulsions 3

03 Dans les pays « de destination » 4

Asile - séjour 4

Accueil - intégration 4

EJNA 5

04 Contexte socio-politique - faits marquants 5

Situation politique 5

Sécurité 6

Covid-19 6



01 Tendances sur les routes

Afrique de l'Ouest

Rapatriement des réfugiés en Côte d'Ivoire : à compter du 30 juin 2022, les personnes originaires de Côte d'Ivoire reconnues réfugiées dans les pays voisins ne bénéficieront plus de ce statut. Cette recommandation de [cessation du statut par le HCR](#) se base sur une analyse de la situation du pays, considérant que les circonstances dans lesquelles les personnes ont fui le pays en 2011 ont cessé d'exister.



Dans une note, l'OIM revient sur le **profil des ressortissant.e.s ivoirien.ne.s victimes de traite** le long de la route migratoire : routes empruntées, exploitation

Selon le HCR, depuis 2010, près de [280.000 réfugiés ivoiriens sont rentrés volontairement](#) dans leur pays, soit 92 % de ceux qui étaient partis dans des pays voisins, mais 48.000 personnes restent toutefois réfugiées et demandeuses d'asile dans la région, principalement au Ghana, au Liberia, en Guinée, au Mali, en Mauritanie et au Togo. Les personnes qui se considèrent toujours en danger en cas de retour peuvent demander une procédure d'exemption pour rester sous la protection du HCR.

Personnes déplacées au Burkina Faso : de nombreuses personnes [originaires du nord du pays ont quitté leur foyer en raison du climat d'insécurité](#) dans leur région d'origine. Nombre d'entre elles s'installent à Ouagadougou, plutôt que dans les camps aménagés pour les personnes déplacées dans le nord. Les ONG ne sont pas autorisées à intervenir auprès des déplacés de la capitale, ceux-ci n'ayant jamais fait l'objet d'un recensement officiel (les autorités refusent de les comptabiliser).

Afrique du Nord

Départs depuis la Tunisie: Cet été, environ 8.000 personnes, dont plus de 70% de Tunisiens, ont atteint les côtes italiennes. Un [chiffre record](#) qui s'explique en partie par une situation économique et social délétère dans le pays.

Départ depuis l'Algérie: les arrivées de ressortissant.e.s algérien.nes vers le sud de l'Espagne se poursuivent. Lors d'un week-end début septembre, [155 personnes](#), réparties entre 13 embarcations pneumatiques, ont été interceptées par les autorités locales. Fin septembre, lors d'une nouvelle opération de sauvetage cette fois-ci dans les Baléares, plusieurs [enfants et 2 femmes enceintes](#) ont été identifiés parmi les 200 passagers.

Europe

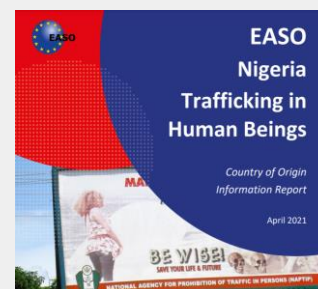
Ceuta : le 28 septembre dans la soirée, environ 300 personnes, en majorité des mineurs, ont tenté sans succès de pénétrer dans l'enclave espagnole de Ceuta. Ils avaient été encouragés par des ["fakes news"](#) publiées sur les réseaux sociaux qui prétendaient un relâchement des autorités marocaines.

Arrivées aux Canaries : [Huit embarcations avec à leur bord 340 personnes](#) ont débarqué sur les îles en la seule journée du dimanche 26 septembre. [Dans un communiqué, l'OIM](#) s'est déclarée extrêmement préoccupée par la forte hausse du nombre de disparitions sur la route atlantique. Selon l'organisation espagnole CEAR, [34% des personnes arrivées dans l'archipel seraient des enfants et des femmes](#). Un océan atlantique plus calme étant réputé pendant la période automnale, il est prévisible que le nombre d'arrivées augmente encore d'ici la fin de l'année.

des personnes de retour en Côte d'Ivoire.



Dans un nouveau rapport, la [Banque mondiale](#) prévient que le **changement climatique pourrait engendrer 2016 millions de réfugiés d'ici 2050**. L'Afrique et l'Asie sont les continents les plus menacés, notamment à cause de la hausse du niveau de la mer (exemples donnés en Afrique du Nord notamment).



Rapport de [l'EASO](#) (European Asylum Support Office) au sujet de la **traite humaine au Nigeria et en provenance de ce pays**.

02 Gestion des frontières

Surveillance

Collecte de données : un groupe de 31 ONG a dénoncé auprès du Parlement européen les réformes prévues de [Eurodac](#), la base de données pour les demandeurs d'asile. Cette réforme prévoit des images faciales, les détails du passeport ou de la carte d'identité, ainsi que les empreintes digitales. Les autorités pourraient également commencer à relever les empreintes digitales et à photographier les enfants dès l'âge de six ans, alors que l'âge minimum actuel est de 14. Les organisations mettent en garde contre la transformation de cette base de données en un puissant outil de surveillance de masse.

Grande Bretagne : pour freiner les arrivées par la mer, le gouvernement britannique s'apprête à [autoriser pour la première fois les patrouilles de la Royal Navy](#) à refouler vers la France les embarcations qui seraient détectées. Le ministre de l'Intérieur français dénonce cette menace, contraire au droit de la mer.

Trafic / réseaux : Une [filière entre le Maroc et l'Europe](#) a été démantelée mi-septembre. Le système, qui a permis le passage de 200 personnes, reposait sur l'apposition de vrais visas chinois ou thaïlandais à des ressortissants marocains contre 8 000€. Les personnes prenaient ensuite un vol pour la Chine ou la Thaïlande mais s'arrêtaient à l'escale en Allemagne, où elles déposaient une demande d'asile.

Grèce /nouveau camp: six mois après l'incendie du camp de Moria et l'annonce faite par l'UE d'un financement de 276 millions d'euros pour construire de nouveaux camps sur les îles de la mer Egée, le [premier a ouvert ses portes à Samos](#). Si l'objectif affiché était de mettre fin aux lieux de vie inhumains tels que Moria à Lesbos, ou Vathy à Samos ; ces nouvelles constructions aux aires de prisons sont déjà sous le feu des critiques des organisations. A peine quelques jours après l'ouverture de ce nouveau centre, un [incendie](#) a été déclaré dans l'ancien.

Frontière Pologne / Belarus : à l'Est de l'Europe, les gardes-frontières polonais ont commencé à envoyer des [SMS aux migrants qui tentent de venir du Belarus](#), les avertissant que la frontière est fermée. Les autorités polonaises ont par ailleurs déclaré avoir été informées que des « pilules » seraient administrées aux migrants par les autorités biélorusses pour les « aider à traverser ». Il s'agirait de méthadone.

Expulsions

Expulsion Maroc / Espagne : 125 personnes (dont 60 femmes et 8 enfants) ont été refoulées, le 20 septembre par les autorités espagnoles alors qu'elles venaient [d'atteindre le Rocher de Vélez de la Gomera](#), petit bout de terre espagnole sur le littoral nord du Maroc. La plupart ont été renvoyées au sud du royaume à la frontière algérienne. Le Défenseur espagnol des droits a rappelé aux autorités ses obligations en matière d'asile.

Expulsions Maroc / Algérie : Une quarantaine [d'exilés marocains ont été remis aux autorités marocaines](#) par leurs homologues algériens. C'est une première depuis la fermeture des frontières entre les deux pays en 1994.

Expulsions indirectes vers l'Afghanistan : Fin septembre, [4 Afghans ont été renvoyés par la France vers la Bulgarie](#), dans le cadre du règlement Dublin qui permet de reconduire vers le premier pays d'arrivée en Europe les demandeurs d'asile. Des avocats redoutent que ces Afghans soient expulsés dans leur pays d'origine, la Bulgarie n'ayant pas suspendu ses renvois vers l'Afghanistan malgré la prise de pouvoir des Talibans. Les [ONG françaises dénoncent ces expulsions indirectes](#), qui ont lieu aussi cours vers d'autres pays comme l'Autriche, et la Croatie.

03 Dans les pays « de destination »

Accueil - système de protection

Asile - séjour

Visas France/Maghreb : fin septembre, face au refus de l'Algérie, du Maroc et de la Tunisie de rapatrier leurs ressortissants en situation irrégulière, Paris a décidé de [réduire le nombre de visas](#) délivrés. Le mécontentement des pays concernés ne s'est pas fait attendre : protestations officielles des plus hautes autorités ([Algérie](#), [Maroc](#)), rappel de l'ambassadeur algérien en France et [interdiction du survol de l'espace aérien algérien](#) par les avions militaires français (ce qui complique la stratégie anti-djihadiste de la France dans le Sahel, puisque l'espace algérien est très utilisé dans ce cadre).

« **Carte bleue** » européenne¹: à la mi-septembre, les États membres de l'UE ont [assoupli les conditions de délivrance de la carte bleue européenne](#), permis de séjour délivré aux ressortissants de pays tiers hautement qualifiés (Contrat de travail plus court, niveau de salaire abaissé, déplacements au sein de l'Union européenne (UE) facilités...).

Evolution des demandes d'asile dans l'UE : Selon [Eurostat](#), le nombre de dépôt de demandes d'asile entre avril et juin 2021 a augmenté de 115% par rapport à la même période en 2020, et de 9% par rapport au premier trimestre de 2021. Pour autant, ces chiffres restent inférieurs à la période pré-Covid. Les 3 principales nationalités (syriens, afghans et pakistanais) couvrent 37% des demandes. Les pays européens les plus concernés par les demandes d'asile sont l'Allemagne (29.545), la France (22.015) puis l'Espagne (12.335).

Accueil - intégration

Danemark: dans un contexte de resserrement de la politique migratoire nationale, la première ministre a annoncé le [retrait des allocations](#) aux personnes migrantes qui ne travaillent ni ne cotisent dans le système danois.

Espagne : Le ministre des migrations José Luis Escrivá a l'intention de donner [la priorité de l'accès aux services d'accueil des personnes migrantes aux personnes plus vulnérables](#) (femmes, enfants, personnes malades). Les demandeur.euse.s d'asile seraient prioritaires, et en dernier recours, les migrants originaires de pays avec lesquels l'Espagne n'a pas d'accord de retour. Avec ces critères, seraient exclu principalement les hommes célibataires et bien portant du Maroc et d'Algérie, qui sont actuellement les deux nationalités les plus nombreuses parmi les nouveaux arrivants. Si la première instruction ministérielle diffusée à ce sujet aux ONG n'a été effective que 24h, cela reste un projet du ministre. Les associations alertent sur le risque de précarisation rapide des personnes qui seraient mises à la rue et deviendraient donc vulnérables.

Politique des retours depuis l'UE : Un [rapport publié par la Cour européenne des comptes](#) juge inefficace la politique européenne de retour, pointant que seuls 29 % des étrangers en situation irrégulière sont renvoyés dans leur pays d'origine, 19 % pour les ressortissants issus d'un Etat situé hors du continent européen. La moitié part volontairement, l'autre moitié fait l'objet de retours forcés.

¹ La carte bleue européenne est un permis de travail et de séjour délivré aux ressortissants de pays tiers titulaires d'un diplôme universitaire ou d'une qualification comparable. Ce document peut ouvrir la voie à un séjour permanent dans l'UE. Les titulaires de la carte bleue sont autorisés à venir dans un État membre (hors Danemark et Irlande qui ne participent pas au dispositif) avec leur conjoint et leurs enfants.

Les faibles taux actuels s'expliqueraient en partie par la difficulté de coopérer avec les pays d'origine, mais aussi par l'absence de synergie entre Etats membres, et les difficultés à identifier et à localiser les personnes concernées. Le rapport relève aussi que, pour certains pays, le rôle de la diaspora est essentiel (l'argent renvoyé au Maroc représente 5,6 % du PIB).

Italie / condamnation d'un maire : [La condamnation de l'ancien maire de Riace en Calabre, Domenico Lucano](#), à plus de 13 ans de prison pour incitation à l'immigration clandestine a provoqué une onde de choc en Italie. L'ancien édile est une figure emblématique de l'accueil et de l'intégration des personnes migrantes dans le pays... et au-delà (il a été nommé troisième "meilleur maire au monde" en 2010).



[L'ONG MEDICO a lancé un site internet](#) où sont partagés des témoignages et analyses sur les politiques de retour, depuis l'Allemagne mais plus largement depuis l'Europe.

France / démantèlement d'un camp : fin septembre, le [campement de Grande-Synthe, appelé « terrain des Jésuites », a été démantelé](#) par les forces de l'ordre, sans réelles propositions de mise à l'abri pour ses quelque 800 habitants. Le soir même, un autre camp s'était reformé à proximité.

Ouganda / accueil de réfugiés afghans : La nouvelle selon laquelle l'Ouganda pourrait être un pays de destination pour les réfugiés afghans a suscité les inquiétudes de certains [défenseurs locaux des droits de l'homme craignant que cette hospitalité n'excuse le maintien du régime autoritaire](#) du président Yoweri Museveni. En janvier 2021, l'Ouganda a connu l'une des élections les plus sanglantes de son histoire.

EJNA²

France / soutien aux jeunes majeurs: Le secrétaire d'État à l'Enfance a annoncé la [poursuite temporaire de l'accompagnement des mineurs devenus majeurs](#) par l'Aide sociale à l'enfance. En raison de la crise sanitaire, des milliers de jeunes ont rencontré des difficultés pour obtenir stage ou emploi et risquaient de se retrouver à la rue au 1er octobre.

Espagne : Le ministre de l'Inclusion, de la Sécurité sociale et des Migrations, a annoncé qu'il présentera "prochainement" au Conseil des ministres la réforme du règlement sur les étrangers afin que [les jeunes migrants expulsés ne se retrouvent pas sans papiers](#), sans travail et dans la rue à l'âge de 18 ans.

04 Contexte socio-politique - faits marquants

Situation politique

Afrique du Nord

Algérie : jeudi 17 septembre, l'ancien Président [Abdelaziz Bouteflika est décédé](#). Il avait dirigé le pays pendant vingt ans, de 1999 à 2019.

² Enfants et Jeunes Non Accompagné.e.s

Maroc / Élections législatives: [victoire des partis proches du roi](#) au détriment des islamistes (Parti de la Justice et du Développement), sévèrement sanctionné après une décennie d'exercice du pouvoir.

Maroc/Algérie : dans un contexte diplomatique très tendu s'entre les 2 pays, l'Algérie a décidé mercredi 22 septembre la fermeture « immédiate » de son espace aérien à tous les avions civils et militaires marocains ainsi qu'aux appareils immatriculés au Maroc.

Tunisie: Le président a promulgué le 22 septembre des dispositions [renforçant ses prérogatives au détriment du gouvernement](#) et avec lesquelles il s'arroge le droit de légiférer par décrets. Cette nouvelle annonce s'inscrit dans un renforcement global des pouvoirs du Président.

Afrique subsaharienne

Guinée/coup d'Etat : Le 5 septembre dernier, un [coup d'Etat militaire](#) a provoqué le départ du Président Alpha Condé, capturé par les putschistes. Le [lieutenant-colonel Mamady Doumbouya, a prêté serment comme Président](#) pour une période de transition à la durée encore indéterminée. L'action a été condamnée par une bonne partie de la communauté internationale, dont la [CEDEAO et l'Union Africaine](#), qui a suspendu la Guinée de toutes ses activités au sein de l'Union. La CEDEAO a pris des sanctions économiques et insiste sur le respect d'un calendrier clair du gouvernement de transition.

Guinée / virus Marburg : à la mi-septembre, La Guinée a pu déclarer la [fin de la flambée de maladie à virus Marburg](#), dont la présence avait été signalée dans le pays le 9 août dernier.

Mali: adoption [de 2 projets de lois d'amnistie](#) pour les coups d'Etat d'août 2020 contre le président Ibrahim Boubacar Keïta puis de mai 2021 contre le président de transition Bah N'Daw ont été adoptés jeudi 16 septembre.

► *Consultez le rapport du [Secrétariat Général des Nations Unies sur la situation au Mali depuis le 20 mars 2020](#).*

Côte d'Ivoire : annonce d'une [« découverte majeure » de pétrole et de gaz naturel](#) au large de ses côtes, venant s'ajouter aux réserves modestes mais déjà exploitées dans le pays.

Cameroun : Au Cameroun, troisième producteur africain de fèves de cacao après la Côte d'Ivoire et le Ghana (qui représente 15% des exportations), les paysans sont affectés par le [manque de pluies](#). Les cultivateurs parlent déjà de baisse drastique de la production, et s'inquiètent de basculer dans la pauvreté.

Sécurité

Zone des « Trois frontières »: selon un récent rapport de [Amnesty International](#), de plus en plus d'enfants sont tués ou recrutés par les groupes armés terroristes au Niger, en particulier dans les zones frontalières du Burkina Faso et du Mali où les attaques djihadistes se multiplient.

Nigeria : Début septembre, des centaines de soldats appuyés par des forces aériennes ont lancé une [offensive dans l'Etat de Zamfara](#), où sont installées de nombreuses bandes de criminels. Ces « bandits », pillent les villages, volent le bétail et pratiquent des enlèvements contre rançons. Cette année, ces gangs ont pris pour cible des écoles et des universités, [enlevant plus de 1 400 élèves](#), selon l'Unicef. Dans la région du Lac Tchad, des [combats meurtriers entre Boko Haram et l'Etat islamique](#) ont cours pour obtenir le contrôle du lac, sur les îles duquel ils importent armes et vivres et prélèvent les revenus des pêcheurs locaux.

Covid-19

France : Un an après son lancement, le [dispositif spécifique mis en place pour les travailleurs étrangers "en première ligne"](#) durant la crise sanitaire a abouti à la naturalisation de 12 012 personnes. Selon les associations, il s'agit d'une procédure qui "masque le durcissement politique" qui s'exerce par ailleurs sur l'accès aux droits des personnes étrangères installées en France.

Vaccination :

Afrique: [l'agence de santé panafricaine](#) (qui dépend de l'Union Africaine) a dénoncé les promesses creuses des pays « riches » en matière de vaccins. Début septembre, seulement 3,18% des Africains avaient été vaccinés, alors qu'un milliard de doses avaient été promises par les mécanismes d'entraide.

Algérie: fin septembre, lancement de [la production locale du vaccin](#) chinois CoronaVac. Les autorités ont annoncé en septembre « une grande campagne » visant à vacciner 70 % de la population d'ici à la fin 2021.

Sources média : ABC (Espagne), Deutsche Welle (Allemagne), El Faro de Ceuta (Espagne), El Mundo (Espagne), El País - Espagne), Europapress, Global Voices, InfoMigrants, Le Monde (France), The Guardian.; **Sources ONG, agences, organisations internationales, institutions:** Amnesty International, Banque Mondiale, Commission européenne, Cour des Comptes (UE), EASO, HCR, Medico, OIM, OMS, Secrétariat Général des Nations Unies.